

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
Service SPEC – cellule captages

ARRETE PREFECTORAL N° 2006-1350 du 21 novembre 2006

✎ autorisant au titre du code de l'environnement le prélèvement des eaux des sources de Kerfléac'h (Rosporden), Restambern (Scaër) et Ty ar Ganet (Leuhan), et leur utilisation en vue de la consommation humaine

✎ déclarant d'utilité publique la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de la source de Kerfléach, et l'augmentation du volume prélevé par gravité aux sources de Restambern et Ty ar Ganet, pour l'alimentation humaine en eau potable de la commune de Rosporden, le projet d'établissement des périmètres de protection autour des captages de Restambern, Ty ar Ganet et Kerfléach, ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code rural
- VU le Code général des Collectivités territoriales,
- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3, L 1321-7, et R 1321-1 et suivants,
- VU le Code de l'Urbanisme
- VU le Code de l'Environnement, titre 1^{er} Eau et Milieux Aquatiques, notamment les articles L 214.1 à 214.8 et L 215.13
- VU la loi 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,
- VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955,
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier sur l'eau,

- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret n° 2005-115 du 7 février 2005 relatif aux servitudes de protection des eaux potables, notamment l'article 3,
- VU le décret 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)
- VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5,10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L214-6 du code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L214-6 du code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 23 janvier 1941, portant déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement par gravité des eaux de la source de Restamborn située sur le territoire de la commune de Scaër,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 15 juin 1956, portant déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement par gravité des eaux de la source de Ty ar Ganet située sur le territoire de la commune de Leuhan,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-1334 du 23 novembre 2005, relatif au 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- VU l'arrêté n° 2005-1434 du 14 décembre 2005 relatif à la répartition des attributions des services chargés de la police et de la gestion des eaux superficielles et souterraines,

- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU le protocole départemental du 2 juin 1993 et son avenant en date du 17 avril 2001, relatifs à l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau potable,
- VU les rapports de l'hydrogéologue agréé en date du 19 janvier 1999 pour le captage de Ty ar Ganet, du 20 janvier 1999 pour le captage de Restambern et du 23 avril 1999 pour le captage de Kerfléach,
- VU les délibérations en date du 23 novembre 1999 par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Rosporden
- ♦ **demande l'ouverture des enquêtes conjointes relatives :**
 - à l'autorisation de prélèvement d'eau à la source de Kerfléach située sur la commune de Rosporden et de son utilisation pour l'alimentation humaine en eau potable,
 - à la déclaration d'utilité publique de la dérivation et du prélèvement d'eau à la source de Kerfléach située sur la commune de Rosporden pour l'alimentation humaine en eau potable et du projet d'établissement des périmètres de protection autour des captages de Restambern, Kerfléach et Ty ar Ganet, ainsi que l'institution des servitudes
 - à l'enquête parcellaire en vue de déterminer les terrains concernés par les périmètres de protection des captages ;
 - ♦ **prend l'engagement,**
 - de conduire à son terme la procédure de mise en conformité des périmètres de protection,
 - de réaliser les travaux de protection du périmètre immédiat,
 - d'indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux et les propriétaires et exploitants qui subiraient un préjudice du fait de la mise en place des servitudes
 - de pourvoir au financement de l'opération tant au moyen de fonds libres que des emprunts et des subventions.
- VU les résultats de la consultation administrative inter services et organisations professionnelles,
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-0447 en date du 12 mai 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquêtes parcellaire conjointes auxquelles il a été procédé du 6 juin au 6 juillet 2006 dans les communes de Rosporden, Kernevel, Scaer et Leuhan enquêtes conjointes,
- VU les dossiers de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et à l'autorisation de prélèvement d'eau, de l'enquête parcellaire conjointe et notamment les pièces certifiant que les formalités de publication et d'affichage ont été respectées,

- VU notamment les plans et états parcellaires des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection des captages,
- VU les avis de réception constatant la notification aux propriétaires intéressés du dépôt du dossier d'enquête parcellaire,
- VU le rapport et les conclusions émis par le Commissaire-Enquêteur en date du 2 août 2006,
- VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 19 octobre 2006,

Considérant

- que M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Finistère a également formulé un avis sur ce projet en date du 20 octobre 2006,
- qu'il s'agit d'une régularisation de prélèvements d'eau existants,
- que l'augmentation du volume d'eau prélevé aux captages de Ty ar Ganet et Restambern respecte la potentialité des ressources en eaux souterraines,
- que les travaux à réaliser portent sur la préservation de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,
- que les travaux et les mesures de protection prescrites ne génèrent pas d'atteinte sur l'environnement,
- que le projet est nécessaire pour assurer l'alimentation en eau potable de la commune de Rosporden,
- que le potentiel et la diversification des ressources en eau offrent à la commune de Rosporden une sécurité d'approvisionnement en eau potable,
- que l'établissement des périmètres de protection contribuera à l'amélioration de la qualité de l'eau notamment sur le paramètre nitrates et constituera dans le temps une protection efficace des ressources en eau exploitées contre les risques de pollutions diffuses et accidentelles,
- qu'en conséquence, le projet présente un caractère d'utilité publique certain,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,

ARRETE

Article 1

Autorisation de prélèvement

Conformément aux dispositions du décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L 214-1 à L 214-8 du code de l'environnement, la commune de Rosporden est autorisée à prélever par pompage les eaux de la source de Kerfléach située sur la commune de Rosporden, par gravité les eaux de la source de Restambern située sur la commune de Scaer et celles de la source de TY ar Ganet située sur la commune de Leuhan à partir des ouvrages de captage existants, et à utiliser les eaux prélevées pour l'alimentation humaine au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations annexées au décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié

Numéro de la rubrique	Installations, Ouvrages, Travaux et Activités	Régime
1.1.0	Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	déclaration
1.1.1	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé - capacité totale maximale des installations de prélèvement supérieure à 8 m ³ /heure mais inférieure à 80 m ³ /heure	déclaration

Captage de Kerfleach– commune de Rosporden

Les débits d'exploitation maximums pouvant être prélevés par pompage ne pourront pas excéder :

- débit horaire 40 m³/h
- débit journalier à la ressource 960 m³/j
- volume annuel 220 000m³/an

Captage de Restambern – commune de Scaer

Les débits d'exploitation maximums pouvant être prélevés par gravité ne pourront pas excéder :

- débit horaire 23 m³/h
- débit journalier 460 m³/j
- volume annuel 167 900 m³/an

Captage de Ty ar Ganet – commune de Leuhan

Les débits d'exploitation maximums pouvant être prélevés par gravité ne pourront pas excéder :

- débit horaire 25 m³/h
- débit journalier 500 m³/j
- volume annuel 182 000 m³/an

Il sera procédé à la mise en place d'un compteur volumétrique, soit et à défaut, de moyens nécessaires pour mesurer ou estimer de façon précise, en cumulé, le volume prélevé au droit des installations de Kerfleach, Restambern et Ty ar Ganet.

Le suivi des ouvrages sera consigné sur un registre, tenu à la disposition des autorités sanitaires.

L'autorisation de prélèvement est donnée pour une durée de vingt ans à dater de la signature du présent arrêté.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être adressée au préfet du Finistère dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'abandon du captage de Pont Roudou sera effectué suivant les dispositions techniques imposées à l'article 13 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L214-6 du code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 2

Autorisation de l'utilisation des eaux prélevées pour l'alimentation humaine en eau potable au titre du code de la santé publique articles L 1321-7, R 1321- 6, R 1321-7

La commune de Rosporden est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans les ouvrages précités en vue de l'alimentation humaine en eau potable des communes de Rosporden et Kernevel.

2.1 - Filière de traitement

2.1.1 - Unité de Kerfleach

Le traitement de l'eau prélevée sera effectué suivant le schéma suivant :

- une neutralisation sur filtre à neutralite
- une stérilisation au chlore

2.1.2 – Unité de Kerriou

Le traitement de l'eau prélevée sera effectué suivant le schéma suivant :

- une minéralisation par apport de CO2 et de chaux
- une coagulation au sulfate d'alumine
- une décantation
- une filtration sur sable
- une stérilisation à l'ozone et au chlore

Toute modification de la filière de traitement ou toute utilisation de produits de nature différente de celle visée par l'autorisation initiale sur l'une ou l'autre des unités de traitement, devra faire l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral.

2.3- Qualité des eaux

Les eaux traitées devront être conformes aux limites de qualité définies au I de l'annexe 13-1 du code de la santé publique (partie réglementaire)

2.4 – Incident ou accident

Tout incident ou accident intéressant les installations et de nature à porter atteinte à la conservation et à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier, doivent être déclarés, dans les meilleurs délais, au Préfet, au service chargé de la police de l'eau et aux maires intéressés, conformément à l'article L.211-5 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, le bénéficiaire doit prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et y remédier.

Des consignes particulières précisent les modalités d'intervention en cas d'accident ou d'incident. Ces événements sont également consignés au registre d'exploitation.

Article 3

Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Rosporden :

- la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de la source de Kerfleich (Rosporden) à partir des ouvrages de captage, et l'augmentation du volume prélevé par gravité au captage de Restambern (Scaer) et au captage de Ty ar Ganet (Leuhan), et leur utilisation pour l'alimentation humaine en eau potable,
- l'établissement des périmètres de protection autour des captages de Kerfleich, Restambern et Scaer ainsi que l'institution des servitudes afférentes,

Sont grevés de servitudes, les terrains désignés à l'état parcellaire annexé, nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate et rapprochée (zones A et B) et des servitudes de passage.

Article 4

Périmètres de protection et mesures de protection

Conformément au code de la santé publique notamment des articles L 1321-2 et L 1321-3 et R 1321-1 et suivants, un périmètre de protection immédiate ainsi qu'un périmètre de protection rapprochée composé de deux zones distinctes (zone A et zone B) sont établis autour des captages de Kerfleich, Restambern et Ty ar Ganet. Les périmètres s'étendent sur le territoire des communes de Rosporden, Kernevel, Scaer et Leuhan, conformément aux indications des plans et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

4.1 – Périmètre de protection immédiate

4.1.1 – Interdictions

Sont interdits, à l'intérieur des périmètres de protection immédiate :

- toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien ou liées à l'exploitation et au développement de la ressource en eau, à l'amélioration des

ouvrages de captage, aux installations de traitement, à la réalisation des aménagements spécifiques prescrits par l'arrêté de déclaration d'utilité publique,

- toute utilisation d'herbicides notamment les désherbants totaux, fongicides, insecticides et autres produits phytosanitaires. Il en sera de même pour les clôtures et les fossés périphériques,
- tout apport de fertilisants d'origine organique ou minérale.

4.1.2 – Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes à l'intérieur et autour des périmètres de protection immédiate :

4.1.2.1 – Prescriptions générales

- la mise en place d'un couvert végétal permanent constitué d'une mise en herbe régulièrement fauchée et exportée,
- dans le cas d'un boisement existant, en dehors des prescriptions spécifiques, celui pourra être maintenu dans les conditions suivantes :
l'entretien sera exclusivement mécanique ou manuel avec l'obligation d'exporter le produit des coupes.
lors de l'entretien, toutes les précautions devront être prises pour le remplissage des réservoirs des outils à moteur afin d'éviter tout risque de pollution par les hydrocarbures.
la plantation sera située à une distance suffisamment grande des ouvrages captant afin d'éviter tout colmatage des ouvrages par les racines.
- la mise en place d'une clôture grillagée réglementaire, munie d'un portail cadenassé,
- le maintien en bon état du périmètre immédiat et de la clôture.

4.1.2.2 – Prescriptions spécifiques

4.1.2.2.1 - à l'ensemble des trois sites de captages

- la suppression des queues de renard dans les puits et le maintien en bon état des drains.

4.1.2.2.2- captage de Restambern

- l'évacuation des eaux de ruissellement vers le ruisseau, à l'aval du périmètre immédiat, par la création d'un fossé étanche en limite sud du périmètre immédiat.

4.1.2.2.3 - captage de Ty ar Ganet

- la création d'un périmètre immédiat autour du regard de mise en charge par extension du périmètre immédiat actuel du puits 3, avec mise en place d'une clôture grillagée réglementaire.
- la création de fossés périphériques autour des périmètres immédiats afin d'éviter tout transfert des eaux de ruissellement au travers des périmètres immédiats.

4.2 – Périmètre de protection rapprochée

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, notamment en ce qui concerne la conformité des sièges d'exploitation agricole et l'assainissement individuel, les clauses suivantes seront appliquées :

4.2.1 - Interdictions :

Sont interdits :

4.2.1.1 – à l'intérieur des zones A et B

- la création et l'extension de carrières à ciel ouvert ou de galeries souterraines,
- le remblaiement sans précautions particulières des excavations et des puits existants. Tout remblaiement nécessaire aux travaux liés aux activités visées à l'alinéa 5.2.2 sera soumis à autorisation préalable,
- l'ouverture d'excavations autres que celles à usage individuel et que celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations visées ci-après à l'alinéa 4.2.2 « activités soumises à autorisation préalable »,
- la création de réseau de drainage,
- tous dépôts d'ordures ménagères et autres produits fermentescibles, d'immondices, de détritiques, de déchets communément désignés inertes, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement,
- les épandages des boues de station d'épuration, des effluents d'industrie agroalimentaire, des eaux résiduaires d'origine domestique et de matières de vidanges,
- les stockages en dehors du siège des exploitations agricoles et non aménagés des produits fertilisants et des produits phytosanitaires,
- l'utilisation des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- la création et l'extension de cimetières,
- la suppression de l'état boisé. L'exploitation des bois devra être suivie d'une reconstitution forestière.

Les zones boisées devront être inscrites en espace boisé à conserver au Document d'Urbanisme, au titre de l'article L 130.1 du code de l'urbanisme. Toutefois, dans certains sites d'intérêt écologique majeur, un retour à la lande ou au milieu d'origine peut être préconisé. Dans ce cas particulier, les parcelles concernées ne figureront pas en espace boisé classé au document d'urbanisme ou pourront faire l'objet d'un déclassement à l'occasion de la révision du PLU. En aucun cas, les parcelles objet de l'arrêté de défrichement ne devront rester en friche.

4.2.1.2 - à l'intérieur de la zone A

- l'exploitation des carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines,
- la création de nouveaux points de prélèvements d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage, en dehors de ceux qui pourraient être réalisés pour les besoins de renforcement de l'alimentation en eau potable de la collectivité dans le respect de la réglementation applicable,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- l'irrigation,
- les dépôts de fumier aux champs quelle qu'en soit la durée,
- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe et maïs),
- la suppression des talus et des haies,
- le pâturage,
- le maintien du produit des fauches sur les parcelles,

- le retournement des surfaces en herbe du 1er octobre au 1er mars, à l'exception des travaux préparatoires aux plantations d'arbres,
- l'implantation de légumineuses,
- l'épandage de fertilisants d'origine organique, les jus d'ensilage,
- les apports d'engrais minéraux azotés en dehors de la période prescrite par le Programme d'Action du Finistère,
- la création et l'extension des installations classées,
- l'extension des bâtiments d'élevage existants et la création d'élevages nouveaux,
- l'emploi d'herbicides sur toute surface imperméabilisée, sur les autres surfaces, les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC>1.000),
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des fossés et des bas-côtés de voies de circulation (routes et chemins),
- toute nouvelle construction à vocation d'habitat en dehors des zones constructibles définies dans le document d'urbanisme en vigueur. Ne sont pas soumis à cette interdiction stricte, l'aménagement et le changement de destination des constructions existantes pour une destination à vocation d'habitat ; ces projets sont soumis à autorisation préalable de l'autorité préfectorale conformément aux dispositions figurant au point 4.2.2.
- toute construction et activité qui de par sa destination risque de porter atteinte à la qualité de l'eau,
- le camping et le caravanning,
- le pâturage.

4.2.1.4- à l'intérieur de la zone B

- les dépôts de fumier non bâchés aux champs au-delà d'une période excédant un mois. Le délai est porté à deux mois en cas de dépôts bâchés. Le site de stockage sur la parcelle devra être choisi de telle manière qu'il ne présente pas de risque de rejet direct dans les eaux superficielles,

4.2.2 - Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis à autorisation préalable auprès de l'autorité préfectorale

Indépendamment de l'application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration et de l'application des articles L 211-1 et L 214-1 à L 214-8 du code de l'environnement, les installations, ouvrages, travaux, activités et dépôts ci-dessous désignés, sont soumis à avis préalable de l'autorité préfectorale et devront faire l'objet avant tout début d'exécution d'une demande d'avis préalable adressée à l'autorité préfectorale,

4.2.2.1 – à l'intérieur des zones A et B

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature. Les ouvrages d'assainissement et d'alimentation individuels devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,
- la création de nouvelles voies de communication routières ou ferroviaires et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes,
- la création, le reprofilage ou la suppression de fossés,

- tout remblaiement,
- toute coupe rase d'un boisement d'une surface inférieure à un hectare d'un seul tenant,
- toute construction nouvelle ou extension de l'existant ainsi que l'aménagement et le changement de destination des constructions existantes, en dehors des interdictions précisées au point 4.2.1.2.
- ne sont pas soumis à autorisation préalable en application des dispositions du présent arrêté, les extensions et les aménagements de l'existant à vocation d'habitat individuel. Toutefois, les projets devront satisfaire impérativement à la réglementation relative à l'urbanisme en vigueur dans ce domaine.

4.2.2.3 - à l'intérieur de la zone B

- la suppression des talus et des haies,
- la création de nouveau point de prélèvement d'eau d'origine superficielle ou souterraine quel qu'en soit l'usage,
- la création de camping et caravanning,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- la création de réseau d'irrigation,

4.2.3 - Prescriptions

Sont prescrites les mesures suivantes :

4.2.3.1 – Prescriptions générales

4.2.3.1.1 – à l'intérieur des zones A et B

- la mise en conformité avec la réglementation qui leur incombe de l'ensemble des activités présentes sur le périmètre de protection rapprochée,
- l'entretien des voies de circulation routière, des chemins et des espaces publics par moyens mécaniques ou thermiques. A défaut, il devra être effectué selon les modalités d'emploi des herbicides fixées à l'article 4, alinéa 4.2.1.2 "interdictions à l'intérieur de la zone A du périmètre de protection rapprochée".
- l'emploi des produits phytosanitaires selon les dispositions édictées par le droit commun et préconisées par le CORPEP, en dehors des herbicides dont les interdictions d'usage en périmètre de protection rapprochée sont visées à l'article 4, l'alinéa 4.2.1.2 «interdictions à l'intérieur de la zone A",
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement individuel défectueux ou inexistantes :
 - pour les habitations non raccordables à un réseau collectif d'eaux usées, mis en place d'un système d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur,
 - pour les habitations raccordables à un réseau collectif, branchement obligatoire,
- la suppression des points d'eau superficielle ou souterraine insalubres,
- la récupération des liquides usagés, issus des vidanges et de l'entretien de véhicules et outils à moteur.

4.2.3.1.2 - à l'intérieur de la zone A

En dehors des jardins d'agrément et des potagers à usage familial, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées, de cette zone seront conduites

- soit en prairies fauchées, non pâturées et récoltées :
sans épandage de déjections animales ou de tout autre produit fermentescible,
avec de fertilisation minérale optimisée, les apports étant fractionnés et autorisés
dans les conditions précisées dans le programme d'action pour la protection des
eaux contre les pollutions par les nitrates,
sur les surfaces maintenues en herbe, le couvert végétal sera assuré exclusivement
par des graminées fourragères pérennes (ray-grass anglais, fétuque élevée,
dactyle). L'implantation de légumineuses est interdite,
le retournement des surfaces en herbe de longue durée (5 ans sans retournement)
sera soumis à autorisation préalable du maître d'ouvrage et géré suivant un plan de
renouvellement.
- soit en boisements forestiers :
sans utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des plantations forestières
et pour la préparation du sol avant la mise en place des jeunes plantations,
les sentiers piétonniers, les espaces de loisirs et le mobilier devront être disposés et
conçus de façon à n'engendrer aucun risque de pollution de la ressource en eau.
- soit en retour à la lande ou au milieu d'origine en présence de certains sites
d'intérêt écologique majeur.

4.2.3.1.3 - à l'intérieur de la zone B

- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie
humide d'aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs) ne pourront
être implantés que sur des parcelles ne présentant pas de risque de ruissellement
des jus vers les eaux superficielles.

4.2.3.2 – Prescriptions spécifiques

4.2.3.2.1 – à l'intérieur des zones A et B du captage de Restambern

- l'évacuation en dehors des limites du périmètre de protection rapprochée des eaux
de ruissellement en provenance du hameau de Restambern.

4.2.3.2.2 – à l'intérieur de la zone A

Captage de Kerfleich

- l'étanchéification des fossés longeant la voie communale n° 3, dans leur traversée
du périmètre rapproché A,
- l'institution d'une servitude de passage sur les parcelles C 626, C 1284, D 265, D
1071, D 1073, D1077.
- la création d'un talus entre les parcelles D2 265 et D2 231 ; le talus sera édifier
sur la parcelle D2 265, propriété de la commune de Rosporden.

Captage de Restambern

- la création sur la parcelle A 184 d'un bassin de rétention équipé d'un limiteur de
débit, implanté à l'exutoire des eaux de ruissellement issues de la route
départementale D n° 50,
- l'institution d'une servitude de passage sur la parcelle A 202.

Captage de Ty ar Ganet

- la canalisation et l'évacuation, en dehors de la zone A et du périmètre immédiat,
des eaux de ruissellement issues de la route départementale n° 15 et du hameau de
Ty ar Ganet.

4.2.4 – Préconisations

Indépendamment des prescriptions instituées dans les zones A et B des périmètres de protection rapprochée et à la mise en conformité des installations existantes avec la réglementation générale,

Sont préconisées les mesures suivantes :

4.2.4.1 – à l'intérieur des zones A et B

- la mise en place d'un suivi agronomique basé sur la fertilisation raisonnée sur une période de 3 ans. Ce suivi comportera un volet d'information et de sensibilisation des exploitants agricoles sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires,
- la réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation des riverains et du personnel communal sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires à usage urbain,

4.2.4.2 - à l'intérieur des zones A

- la matérialisation du périmètre de protection rapprochée zone A, à la diligence de la collectivité, lorsque ses limites ne sont pas constituées par des limites naturelles, talus ou haies.

Cette matérialisation pourra être complétée par des panneaux d'information placés aux principaux accès du périmètre de protection rapprochée zone A pour rappeler que l'on se situe dans un périmètre de protection d'eau potable.

- dans les espaces boisés, les landes et les milieux naturels, à défaut de mise en place de talus ou de haies, les points de matérialisation devront être régulièrement dégagés de toute végétation pour être facilement repérables,

4.2.4.3 - à l'intérieur des zones B

- la mise en place d'un couvert végétal sur les sols nus en hiver.

Article 5

D'une manière générale, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à un ouvrage, installation, activité, dépôt réglementé, ou à son mode d'utilisation doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet du Finistère avec tous les éléments d'appréciation, en particulier :

- la nature, la consistance, le volume et l'objet de la modification,
- les incidences de la modification sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, en fonction des procédés mis en oeuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées.

L'autorité signataire peut, s'il y a lieu, faire application des alinéas 2 et 3 de l'article 15 du décret 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

Article 6

Les infractions aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté sont passibles des peines prévues à l'article 44 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

Les infractions aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté seront passibles, selon le cas, soit des peines réprimant un délit, soit des peines d'amende prévues à l'article L. 1324-3 du code de la santé publique.

Article 7

Les périmètres de protection immédiate des captages de Kerfleich, Restambern et Ty ar Ganet seront clos de façon efficace par la commune de Rosporden.

La mise en place des périmètres de protection des captages devra être achevée dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 8

A l'exception des prescriptions suivantes mentionnées aux points :

4.2.3.1.2 - A l'intérieur de la zone A du périmètre de protection rapprochée

« En dehors des jardins d'agrément et des potagers à usage familial, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées, de cette zone seront conduites en prairies fauchées, non pâturées et récoltées », qui devra être mise en oeuvre dans un délai maximum d'un an à dater de la notification du présent arrêté, les installations, activités et dépôts existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 3 devront satisfaire aux mesures de protection de l'article 4 dans un délai maximum de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leurs activités au respect des prescriptions imposées.

Article 9

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection des captages seront annexées au document d'urbanisme en vigueur dans les communes de Rosporden, Kernevel, Scaer et Leuhan dans les conditions définies aux articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 et R 123-36 du code de l'Urbanisme dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Ils communiqueront à la Direction des Services Fiscaux l'annexe du Plan Local d'Urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol dans les périmètres de protection.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins de M. le Maire de Rosporden, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y seront rattachées.

Messieurs les Maires de Rosporden et Leuhan, Mme le Maire de Scaer et M. le Maire délégué de Kernevel sont chargés d'afficher en mairie pendant une durée minimale de deux mois, le présent arrêté, la publication de l'affichage se sera par voie d'affiche. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par l'établissement d'un certificat d'affichage. De même, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Article 10

A l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur les terrains propriété de la collectivité, situés à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, zones A et B, la collectivité notifiera au preneur, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours, les prescriptions relatives au mode d'utilisation du sol mentionnées à l'article 4 du présent arrêté afin de préserver la qualité de la ressource en eau.

En cas de notification au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois précité, les nouvelles prescriptions ne pourront entrer en vigueur qu'après le délai de dix-huit mois à compter de la notification.

La notification prévue aux deux alinéas ci-dessus, sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle devra indiquer les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précisera que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Article 11

Il sera pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra bénéficier la commune de Rosporden que des emprunts qu'il pourra contracter ou des subventions qu'il sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou établissements publics.

Article 12

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et des décrets d'application relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ; le contrôle de leur qualité ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement seront assurés par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 13

Les dispositions du présent arrêté portant déclaration d'utilité publique sont susceptibles d'être contestées par toute personne ayant un intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de la publication collective ou de la notification individuelle, en précisant le ou les points qui sont contestés :

- par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours. L'absence de réponse du Ministre ou de l'auteur de l'acte dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,
- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Les décisions prises au titre de l'autorisation de prélèvement – article 1, peuvent faire l'objet, par les tiers, personnes physiques ou morales, la ou les communes intéressées ou leur groupement, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Rennes dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

Article 14

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Finistère,
- Messieurs les Maires de Rosporden et Leuhan,
- Madame le Maire de Scaer,
- Monsieur le Maire délégué de Kernevel,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Finistère,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Finistère,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux,

Copie sera adressée pour information à :

- Conseil Municipal des communes Rosporden, Scaer et Leuhan,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement du Finistère,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Vétérinaires,
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture du Finistère,
- M. le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Laïta,
- Monsieur le Président du Tribunal administratif de Rennes.

Pour Le Préfet
Le Secrétaire Général,

Michel PAPAUD